

## Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 30 septembre 2014

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'une activité mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse, à 3,3 % pour cette année et à 3,8 % en projection pour 2015.

Le PIB en volume de la zone euro a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année (variation trimestrielle). Cette évolution est conforme aux précédentes indications d'un ralentissement de la dynamique de croissance en zone euro. Ces éléments sont reflétés dans les projections macroéconomiques de décembre 2014 établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, qui prévoient une hausse du PIB annuel en volume de 0,8% en 2014, de 1,0% en 2015 et de 1,5% en 2016.

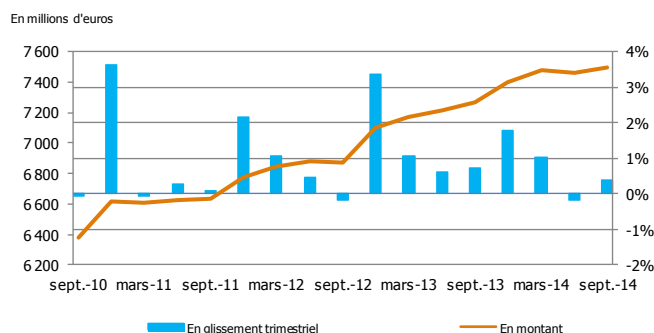
Lors de sa réunion du 4 décembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et - 0,20 %. Par ailleurs, s'agissant des mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE a débuté courant octobre ses achats d'obligations sécurisées (*covered bonds*) et courant novembre les achats de titres adossés à des actifs (*asset-backed securities*). Ces programmes d'achats dureront au moins deux ans. Par ailleurs, la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (*targeted longer-term refinancing operations* ou TLTRO) sera lancée courant décembre, suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Ces mesures visent à rapprocher le bilan de la BCE des dimensions qu'il affichait début 2012. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. En réponse à la demande du Conseil des gouverneurs, les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème ont accéléré les préparatifs techniques en vue de nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, être mises en œuvre en temps voulu. Toutes nos mesures de politique monétaire ont pour objet de soutenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme, conformément à notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %, et contribuent à ramener les taux d'inflation à ce niveau. »

### DES INDICATEURS FINANCIERS MOINS DYNAMIQUES

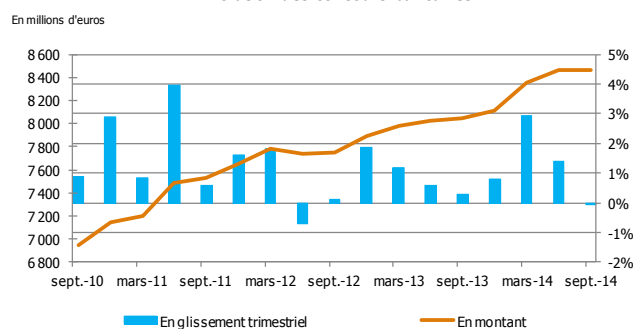
**L'encours des crédits consentis à l'économie**, qui totalise 8,5 milliards d'euros, est stable au troisième trimestre 2014 (+0,0 % après +1,4 % à fin juin 2014). Cette évolution, la plus faible observée depuis septembre 2012, est imputable à la chute des crédits octroyés aux « autres agents<sup>1</sup> » sur le trimestre (-25,4 %). En revanche, les crédits aux entreprises sont en hausse à fin septembre (+1,6 % après +1,1 % à fin juin 2014), grâce à la croissance des crédits d'exploitation (+5,3 %) et des crédits immobiliers (+1,4 %). L'encours sain des crédits aux ménages progresse à un rythme plus soutenu (+1,4 % après +0,4 % à fin juin 2014), tandis que les crédits alloués aux collectivités locales augmentent à moindre vitesse (+1,3 % contre +1,6 % au trimestre précédent). Sur un an, le rythme de croissance de l'encours sain de crédits connaît un léger ralentissement (+5,2 % contre +5,5 % à fin juin 2014).

À 7,5 milliards d'euros, **la collecte nette d'actifs financiers** croît de 0,4 % (après -0,2 % à fin juin 2014), tirée par la progression des dépôts à vue (+2,2 % contre -0,7 % trois mois plus tôt).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



<sup>1</sup> Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

# L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT SE MAINTIENT

## Hausse des crédits aux entreprises

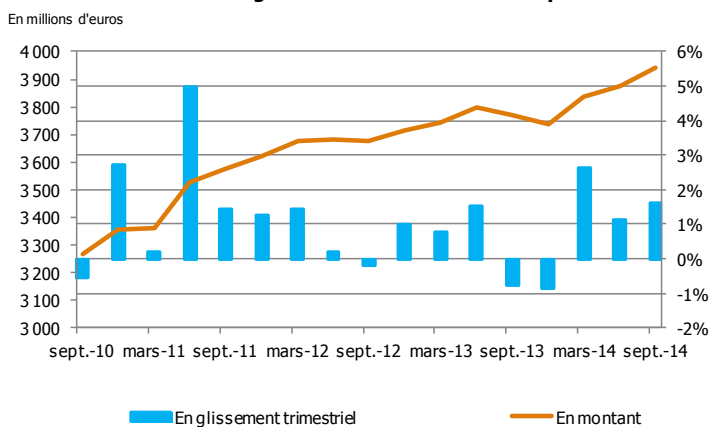
Après avoir ralenti à fin juin, **les financements consentis aux entreprises** sont bien orientés au troisième trimestre (+1,6 %, soit +63,4 millions d'euros) pour s'établir à 3,9 milliards d'euros. Sur un an, l'encours croît plus rapidement (+4,6 % après +2,1 % à fin juin 2014).

**Les crédits immobiliers**, qui représentent 54,2 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, enregistrent une hausse de 1,4 % sur trois mois (après +0,5 % au trimestre précédent). Sur douze mois, leur évolution est stable (+0,4 %).

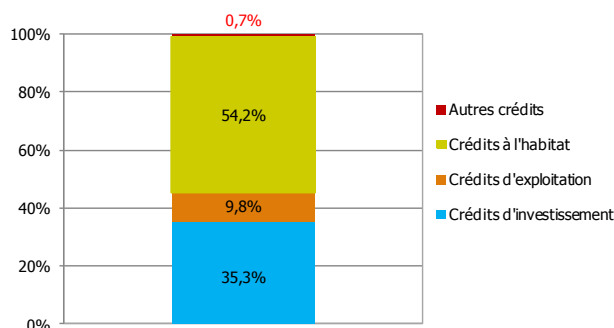
**Les crédits d'exploitation** sont en progression sur trois mois (+5,3 %) et sur un an (+16,3 %), portés par le rebond des comptes ordinaires débiteurs à fin septembre 2014 (+10,1 % sur trois mois et +66,0 % sur un an).

Le rythme de progression **des crédits d'investissement** se tasse de nouveau sur trois mois (+0,4 % après +1,3 % à fin juin 2014 et +2,8 % en mars 2014). Sur un an, la croissance de l'encours s'accélère (+7,7 % après +5,6 % à fin juin 2014). Les crédits à l'équipement augmentent de 0,8 % sur le trimestre après +2,1 % à fin juin 2014. Au sein de ce segment de crédits, l'investissement des entrepreneurs individuels fléchit tant en glissement trimestriel (-3,9 %) qu'annuel (-2,4 %). De même, le crédit-bail est en repli sur trois mois (-1,4 %) et sur un an (-2,1 %).

Évolution globale des crédits aux entreprises



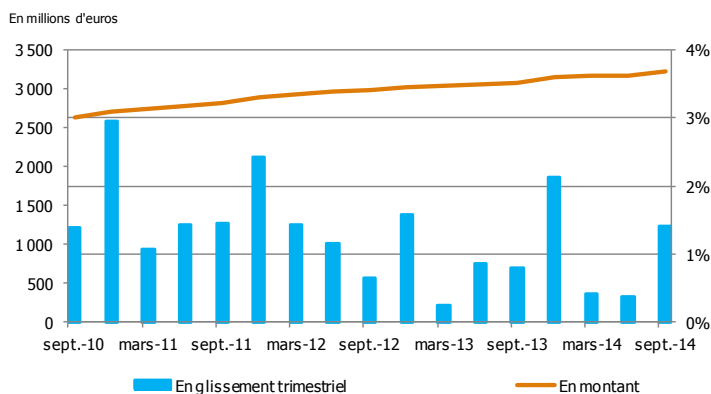
Répartition des crédits aux entreprises



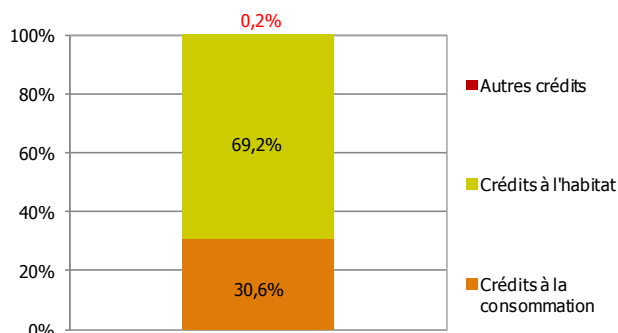
## Augmentation des crédits aux ménages

**L'activité de crédit aux ménages** est plus dynamique (+1,4 %, soit +44,8 millions d'euros) au troisième trimestre, après avoir connu une croissance ralentie depuis le début de l'année (+0,4 % à fin mars et à fin juin 2014). À 3,2 milliards d'euros, l'encours sain des crédits augmente également plus rapidement en glissement annuel (+4,4 % après +3,8 %).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



**Le financement de l'habitat** affiche une hausse plus soutenue tant en glissement trimestriel (+1,4 % après +0,6 % à fin juin 2014) qu'annuel (+6,0 % contre +5,5 %). L'encours, qui concentre 69,2 % de l'ensemble des crédits aux ménages, s'établit à 2,2 milliards d'euros.

**Les crédits à la consommation** renouent avec une croissance positive sur trois mois (+1,3 % contre -0,1 % à fin juin 2014). Sur un an, la progression est moins marquée (+0,9 %). Cette évolution est concomitante avec celle des immatriculations de véhicules neufs dans le département (+6,6 % sur trois mois et -0,7 % sur un an).

## Activité ralentie des crédits aux collectivités

Les crédits alloués aux collectivités locales, qui représentent 11,0 % de l'activité de crédit dans le département, augmentent à un rythme plus modéré sur trois mois (+1,3 % après +1,6 % au trimestre précédent) pour s'établir à 944,3 millions d'euros. Sur un an, l'encours affiche une croissance dynamique, quoique moins soutenue (+8,3 % contre +9,8 % à fin juin 2014). Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (95,6 % de l'ensemble), sont en retrait sur trois mois (-1,1 % contre +1,8 % au trimestre précédent) et en perte de vitesse sur un an (+6,4 % contre +11,5 % à fin juin 2014).

## Contraction des crédits aux autres agents

Les crédits aux autres agents, bien que peu significatifs dans le total des encours de crédits (4,3 %), contribuent au ralentissement de l'activité globale de crédit. Ils diminuent de 25,4 % sur trois mois (contre +10,7 % à fin juin 2014), essentiellement du fait d'une unique contrepartie.

## Amélioration de la sinistralité

À 495,8 millions d'euros, l'encours des créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement est stable sur trois mois (-0,1 %) et en recul sur douze mois (-3,2 %). Le taux de créances douteuses brutes s'améliore sur le trimestre (-0,1 point) et sur un an (-0,5 point) pour s'établir à 6,6 %. Le taux de provisionnement des banques locales augmente pour sa part en rythme trimestriel (+1,5 point) mais diminue en rythme annuel (-2,1 points).

## UNE ÉVOLUTION CONTRASTÉE DES ACTIFS FINANCIERS

À 7,5 milliards d'euros, les actifs financiers des agents économiques sont en légère hausse à fin septembre 2014 (+0,4 %), après avoir marqué une pause trois mois plus tôt (-0,2 %).

En glissement annuel, l'encours des actifs financiers augmente à un rythme plus modéré (+3,0 % après +3,4 % à fin juin 2014). Cette évolution est la plus faible observée depuis mars 2012.

Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents économiques (35,3 % du total des actifs financiers), renouent avec une croissance positive (+2,2 % contre -0,7 % à fin juin 2014), soutenue par la nette progression des dépôts à vue des entreprises (+7,3 %).

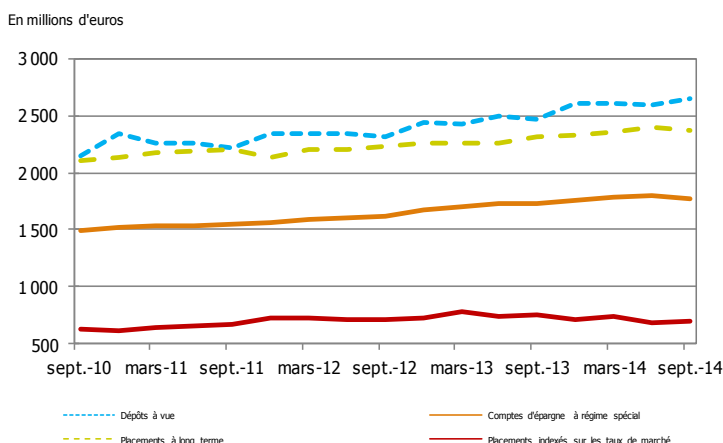
En revanche, les placements liquides ou à court terme diminuent sur trois mois (-0,2 % après -1,4 % à fin juin 2014), impactés par la baisse des comptes d'épargne à régime spécial (-1,1 %).

L'épargne longue se contracte pour sa part à fin septembre (-1,1 % contre +1,7 % à fin juin 2014).

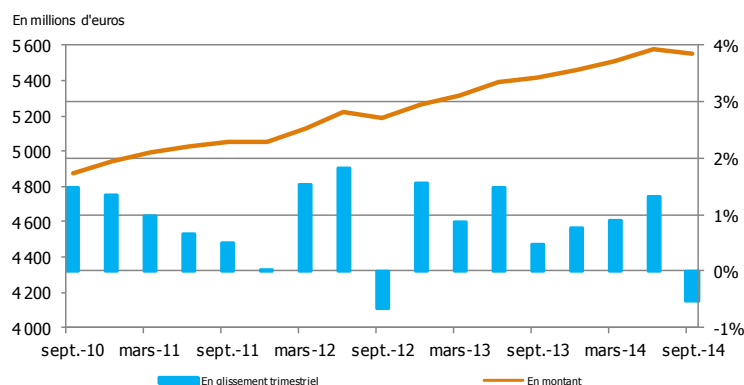
## Légère baisse de l'épargne des ménages

Les placements des ménages, qui représentent 74,1 % des placements totaux, sont en léger repli au troisième trimestre (-0,5 % contre +1,3 % à fin juin 2014). Sur un an, l'encours enregistre une plus faible progression qu'au trimestre précédent (+2,5 % contre +3,5 %).

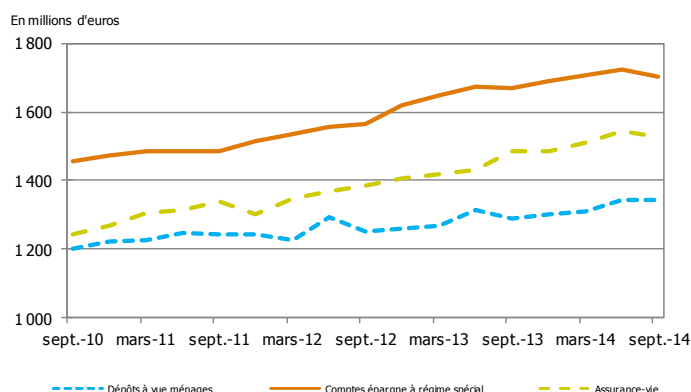
Évolution des principales composantes des actifs financiers



Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



**L'épargne à long terme** affiche un recul sur trois mois (-0,9 % contre +1,3 % à fin juin 2014). Cette évolution est essentiellement liée à la baisse de l'assurance-vie (-0,9 % contre +2,1 % à fin juin 2014), premier produit d'épargne des ménages (66,1 % du total).

En parallèle, **les placements liquides ou à court terme** diminuent de 0,6 % sur le trimestre (contre +0,4 % à fin juin 2014), impactés par le fléchissement des comptes d'épargne à régime spécial (-1,0 % contre +0,9 % trois mois plus tôt). En revanche, les placements indexés sur les taux de marché connaissent une embellie (+3,8 % après -3,9 % à fin juin 2014).

**Les dépôts à vue** sont stables sur trois mois (+0,1 %) mais restent bien orientés sur douze mois (+4,1 % contre +2,2 % à fin juin 2014).

## Bonne performance des placements des entreprises

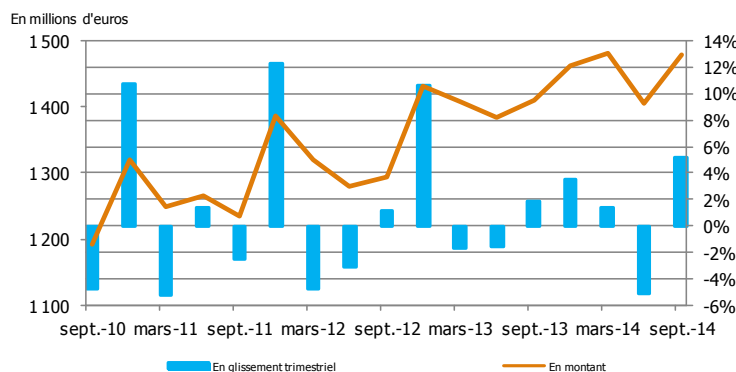
**Les actifs financiers globaux des sociétés non financières** sont dynamiques à fin septembre 2014 (+5,2 % sur trois mois) après avoir chuté à fin juin 2014 (-5,1 %). En glissement annuel, le rythme de croissance de l'encours s'accélère (+4,8 % contre +1,5 %), mais reste inférieur à celui observé l'année précédente à la même période (+9,1 % à fin septembre 2013).

La progression observée est principalement imputable au rebond **des dépôts à vue** sur trois mois (+7,3 % contre -6,1 % à fin juin 2014) et sur un an (+13,8 % contre +7,1 %).

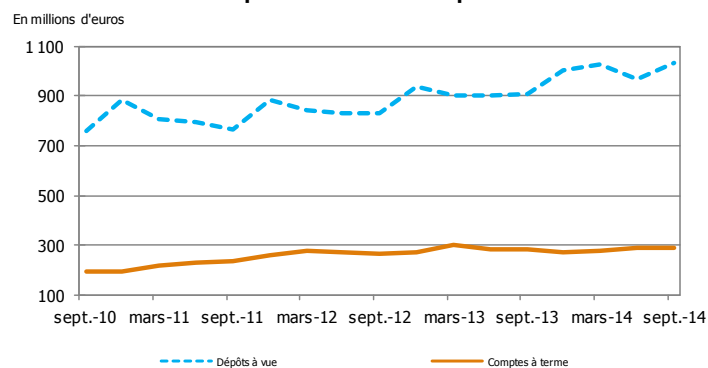
**Les placements liquides ou à court terme** s'inscrivent également en augmentation (+1,8 % contre -3,0 % au trimestre précédent), en raison de la reprise des placements indexés sur les taux de marché (+1,5 % après -3,2 % à fin juin 2014).

**L'épargne longue** chute pour sa part en septembre 2014, tant en rythme trimestriel (-15,8 %) qu'annuel (-20,9 %).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



## Nouveau recul des actifs des autres agents

**Les placements des autres agents** s'inscrivent de nouveau en retrait à fin septembre (-3,1 % après -2,3 % trois mois plus tôt). Cette diminution est principalement imputable au repli des dépôts à vue (-4,9 %).

### MÉTHODOLOGIE

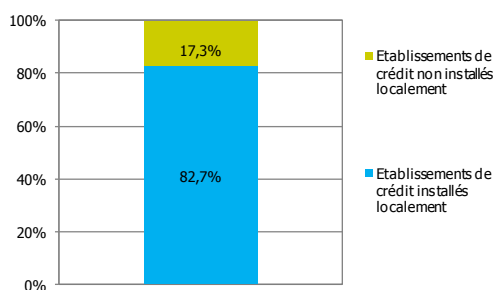
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

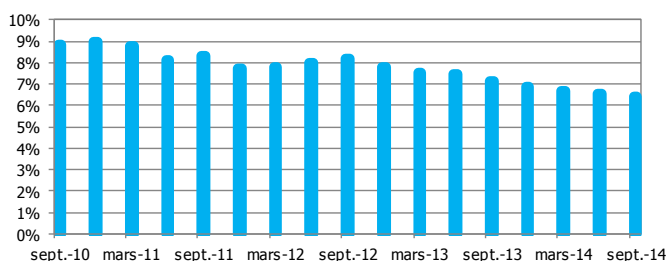
## Les crédits à l'économie

	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>344,6</b>	<b>337,9</b>	<b>364,2</b>	<b>329,3</b>	<b>290,3</b>	<b>348,0</b>	<b>363,5</b>	<b>382,9</b>	<b>5,3%</b>	<b>16,3%</b>
Créances commerciales	36,1	30,3	36,3	39,3	34,6	32,7	38,3	32,8	-14,2%	-16,5%
Crédits de trésorerie	166,0	153,2	154,1	153,4	123,2	118,9	123,0	135,8	10,4%	-11,5%
(dt) Entrepreneurs individuels	39,9	38,0	34,8	33,0	33,5	33,6	32,9	37,3	13,4%	13,0%
Comptes ordinaires débiteurs	119,8	126,7	149,7	117,2	104,2	171,2	176,8	194,6	10,1%	66,0%
Affacturage	22,8	27,7	24,1	19,4	28,3	25,2	25,5	19,6	-23,0%	1,1%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>1 333,3</b>	<b>1 350,9</b>	<b>1 262,3</b>	<b>1 290,5</b>	<b>1 330,2</b>	<b>1 366,8</b>	<b>1 384,4</b>	<b>1 390,1</b>	<b>0,4%</b>	<b>7,7%</b>
Crédits à l'équipement	1 104,1	1 123,1	1 023,0	1 067,6	1 112,1	1 138,7	1 162,9	1 171,8	0,8%	9,8%
(dt) Entrepreneurs individuels	128,1	114,8	71,8	65,9	66,2	69,1	67,0	64,4	-3,9%	-2,4%
Crédit-bail	229,2	227,9	239,4	222,9	218,1	228,2	221,5	218,4	-1,4%	-2,1%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>1 564,6</b>	<b>1 859,7</b>	<b>2 024,5</b>	<b>2 126,4</b>	<b>2 090,5</b>	<b>2 095,6</b>	<b>2 105,7</b>	<b>2 135,3</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,4%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>22,2</b>	<b>29,4</b>	<b>25,4</b>	<b>22,8</b>	<b>24,8</b>	<b>24,4</b>	<b>23,9</b>	<b>32,8</b>	<b>36,8%</b>	<b>43,8%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>3 264,7</b>	<b>3 577,8</b>	<b>3 676,5</b>	<b>3 769,0</b>	<b>3 735,8</b>	<b>3 834,9</b>	<b>3 877,6</b>	<b>3 941,0</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Ménages</b>										
<b>Crédits à la consommation</b>	<b>922,4</b>	<b>968,5</b>	<b>976,1</b>	<b>975,4</b>	<b>982,8</b>	<b>972,3</b>	<b>971,1</b>	<b>984,1</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,9%</b>
Crédits de trésorerie	844,2	881,5	896,1	897,9	908,9	893,5	893,0	903,5	1,2%	0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	48,7	55,1	54,0	54,3	51,6	52,9	53,5	57,7	7,8%	6,2%
Crédit-bail	29,4	31,9	26,0	23,2	22,3	26,0	24,6	22,9	-6,8%	-1,3%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>1 706,2</b>	<b>1 845,6</b>	<b>1 999,8</b>	<b>2 104,0</b>	<b>2 161,8</b>	<b>2 185,4</b>	<b>2 198,5</b>	<b>2 230,2</b>	<b>1,4%</b>	<b>6,0%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>	<b>3,2</b>	<b>4,9</b>	<b>5,7</b>	<b>5,7</b>	<b>5,5</b>	<b>5,8</b>	<b>4,3%</b>	<b>17,0%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>2 630,0</b>	<b>2 816,1</b>	<b>2 979,0</b>	<b>3 084,3</b>	<b>3 150,3</b>	<b>3 163,4</b>	<b>3 175,2</b>	<b>3 220,0</b>	<b>1,4%</b>	<b>4,4%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>9,4</b>	<b>35,3</b>	<b>13,3</b>	<b>14,5</b>	<b>14,7</b>	<b>14,3</b>	<b>12,3</b>	<b>34,7</b>	<b>182,2%</b>	<b>138,3%</b>
Crédits de trésorerie	9,3	9,0	11,3	13,6	13,0	12,4	8,7	33,1	278,9%	142,8%
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	26,3	1,9	0,9	1,7	1,8	3,6	1,6	-55,2%	72,6%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>728,6</b>	<b>742,9</b>	<b>763,0</b>	<b>848,0</b>	<b>868,3</b>	<b>896,0</b>	<b>912,5</b>	<b>902,5</b>	<b>-1,1%</b>	<b>6,4%</b>
Crédits à l'équipement	728,1	742,7	762,9	848,0	868,2	896,0	912,5	902,5	-1,1%	6,4%
<b>Autres crédits</b>	<b>11,6</b>	<b>9,8</b>	<b>8,8</b>	<b>9,1</b>	<b>7,7</b>	<b>7,5</b>	<b>7,3</b>	<b>7,1</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-21,6%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>749,6</b>	<b>788,0</b>	<b>785,2</b>	<b>871,7</b>	<b>890,7</b>	<b>917,8</b>	<b>932,1</b>	<b>944,3</b>	<b>1,3%</b>	<b>8,3%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>298,7</b>	<b>348,1</b>	<b>304,0</b>	<b>325,9</b>	<b>336,9</b>	<b>436,6</b>	<b>483,8</b>	<b>360,9</b>	<b>-25,4%</b>	<b>10,7%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>6 943,0</b>	<b>7 530,1</b>	<b>7 744,6</b>	<b>8 050,8</b>	<b>8 113,7</b>	<b>8 352,7</b>	<b>8 468,7</b>	<b>8 466,3</b>	<b>0,0%</b>	<b>5,2%</b>
dont ECNIL	1 244,4	1 370,7	1 347,7	1 391,3	1 411,6	1 463,1	1 464,1	1 467,5	0,2%	5,5%
Créances douteuses brutes	627,4	636,2	629,6	574,8	561,6	529,8	567,7	553,8	-2,4%	-3,6%
dont ECIL	553,6	557,7	567,8	512,1	492,3	495,2	496,2	495,8	-0,1%	-3,2%
Créances douteuses nettes	258,3	262,6	244,4	209,3	215,9	184,4	224,2	210,0	-6,4%	0,4%
(dt) Entreprises	195,0	195,3	169,6	144,8	152,6	120,2	149,0	130,5	-12,4%	-9,9%
(dt) Ménages	59,2	56,2	53,1	50,2	49,3	53,6	65,3	63,3	-2,9%	26,1%
Provisions	369,1	373,6	385,2	365,5	345,7	345,5	343,5	343,8	0,1%	-5,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>7 570,4</b>	<b>8 166,3</b>	<b>8 374,2</b>	<b>8 625,6</b>	<b>8 675,3</b>	<b>8 882,5</b>	<b>9 036,4</b>	<b>9 020,1</b>	<b>-0,2%</b>	<b>4,6%</b>
Taux de créances douteuses	8,3%	7,8%	7,5%	6,7%	6,5%	6,0%	6,3%	6,1%	-0,2pt(s)	-0,6pt(s)
dont ECIL	8,9%	8,3%	8,2%	7,1%	6,8%	6,7%	6,7%	6,6%	-0,1pt(s)	-0,5pt(s)
Taux de provisionnement	58,8%	58,7%	61,2%	63,6%	61,6%	65,2%	60,5%	62,1%	1,6pt(s)	-1,5pt(s)
dont ECIL	66,7%	67,0%	67,8%	71,4%	70,2%	69,8%	67,8%	69,3%	1,5pt(s)	-2,1pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 191,6</b>	<b>1 234,1</b>	<b>1 293,3</b>	<b>1 411,2</b>	<b>1 461,1</b>	<b>1 481,7</b>	<b>1 405,7</b>	<b>1 478,7</b>	<b>5,2%</b>	<b>4,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>757,7</b>	<b>762,8</b>	<b>832,6</b>	<b>910,1</b>	<b>1 005,3</b>	<b>1 027,4</b>	<b>964,8</b>	<b>1 035,3</b>	<b>7,3%</b>	<b>13,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>378,9</b>	<b>419,9</b>	<b>412,7</b>	<b>467,7</b>	<b>423,9</b>	<b>422,4</b>	<b>409,5</b>	<b>416,9</b>	<b>1,8%</b>	<b>-10,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	3,4	5,4	4,7	5,6	5,1	4,1	4,7	6,0	28,3%	8,1%
Placements indexés sur les taux de marché	375,5	414,5	408,1	462,1	418,8	418,2	404,8	410,9	1,5%	-11,1%
<i>dont comptes à terme</i>	193,0	237,3	268,3	285,2	269,6	277,2	290,3	291,7	0,5%	2,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	141,1	138,6	102,1	116,6	96,0	92,2	81,4	87,2	7,2%	-25,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	41,4	38,5	37,5	60,3	53,1	48,7	33,0	31,9	-3,3%	-47,0%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>55,0</b>	<b>51,4</b>	<b>48,0</b>	<b>33,5</b>	<b>31,8</b>	<b>32,0</b>	<b>31,4</b>	<b>26,5</b>	<b>-15,8%</b>	<b>-20,9%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	26,3	29,5	19,4	12,9	13,0	13,1	12,8	11,2	-13,1%	-13,5%
<b>Ménages</b>	<b>4 876,5</b>	<b>5 048,9</b>	<b>5 186,0</b>	<b>5 417,3</b>	<b>5 458,2</b>	<b>5 506,9</b>	<b>5 580,4</b>	<b>5 550,4</b>	<b>-0,5%</b>	<b>2,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 199,7</b>	<b>1 242,0</b>	<b>1 251,6</b>	<b>1 290,8</b>	<b>1 302,4</b>	<b>1 308,5</b>	<b>1 343,3</b>	<b>1 344,4</b>	<b>0,1%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 648,3</b>	<b>1 681,9</b>	<b>1 778,1</b>	<b>1 864,0</b>	<b>1 886,4</b>	<b>1 899,6</b>	<b>1 907,3</b>	<b>1 896,6</b>	<b>-0,6%</b>	<b>1,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 456,4	1 485,2	1 566,6	1 670,0	1 689,7	1 706,5	1 721,6	1 703,8	-1,0%	2,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	619,6	612,4	639,1	639,4	640,1	646,0	651,5	643,0	-1,3%	0,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	523,7	560,0	609,6	673,5	686,7	694,5	700,9	693,1	-1,1%	2,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	14,7	14,7	14,8	15,2	14,8	14,9	14,8	-0,9%	0,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	53,7	49,1	47,4	43,0	40,5	37,7	37,5	37,3	-0,7%	-13,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	134,6	137,7	145,6	191,6	199,2	205,7	209,7	210,3	0,3%	9,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,9	111,4	110,2	107,8	108,0	107,7	107,0	105,2	-1,7%	-2,4%
Placements indexés sur les taux de marché	191,9	196,7	211,5	194,0	196,8	193,2	185,7	192,8	3,8%	-0,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	137,3	145,5	178,0	166,8	170,4	167,3	159,4	166,4	4,4%	-0,2%
<i>dont bons de caisse</i>	0,7	0,8	0,7	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,0%	-46,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	54,0	50,4	32,7	26,7	26,1	25,7	26,0	26,2	0,6%	-2,0%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 028,5</b>	<b>2 124,9</b>	<b>2 156,3</b>	<b>2 262,4</b>	<b>2 269,4</b>	<b>2 298,8</b>	<b>2 329,9</b>	<b>2 309,5</b>	<b>-0,9%</b>	<b>2,1%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	436,4	438,8	447,5	461,4	472,6	476,5	480,8	486,4	1,2%	5,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	76,8	71,3	69,2	66,6	65,7	65,0	63,6	62,5	-1,7%	-6,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,4	6,3	5,8	6,2	5,6	5,5	6,3	6,4	2,4%	3,4%
<i>dont portefeuille titre</i>	189,6	192,0	190,7	184,5	183,3	183,0	180,4	170,6	-5,4%	-7,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	77,0	79,6	60,2	57,3	57,5	57,9	56,6	55,9	-1,2%	-2,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 242,3	1 337,1	1 383,0	1 486,4	1 484,7	1 510,9	1 542,2	1 527,6	-0,9%	2,8%
<b>Autres agents</b>	<b>314,1</b>	<b>350,2</b>	<b>387,5</b>	<b>441,1</b>	<b>479,7</b>	<b>487,1</b>	<b>475,9</b>	<b>461,2</b>	<b>-3,1%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>193,3</b>	<b>207,7</b>	<b>223,1</b>	<b>266,0</b>	<b>296,4</b>	<b>271,6</b>	<b>280,3</b>	<b>266,7</b>	<b>-4,9%</b>	<b>0,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>102,0</b>	<b>121,3</b>	<b>145,1</b>	<b>156,7</b>	<b>162,4</b>	<b>194,4</b>	<b>165,1</b>	<b>164,0</b>	<b>-0,6%</b>	<b>4,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	38,2	54,7	49,7	60,2	64,8	67,9	70,2	67,5	-3,8%	12,1%
Placements indexés sur les taux de marché	63,8	66,6	95,5	96,4	97,6	126,6	94,9	96,5	1,7%	0,1%
<i>dont comptes à terme</i>	31,5	37,9	72,2	76,8	74,4	90,0	68,2	73,1	7,2%	-4,8%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>18,8</b>	<b>21,2</b>	<b>19,2</b>	<b>18,5</b>	<b>20,9</b>	<b>21,0</b>	<b>30,5</b>	<b>30,5</b>	<b>0,0%</b>	<b>65,2%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 382,2</b>	<b>6 633,1</b>	<b>6 866,8</b>	<b>7 269,6</b>	<b>7 399,0</b>	<b>7 475,8</b>	<b>7 462,1</b>	<b>7 490,4</b>	<b>0,4%</b>	<b>3,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 150,7</b>	<b>2 212,6</b>	<b>2 307,3</b>	<b>2 466,9</b>	<b>2 604,1</b>	<b>2 607,4</b>	<b>2 588,4</b>	<b>2 646,4</b>	<b>2,2%</b>	<b>7,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 126,9</b>	<b>2 223,0</b>	<b>2 336,0</b>	<b>2 488,4</b>	<b>2 472,8</b>	<b>2 516,4</b>	<b>2 481,9</b>	<b>2 477,5</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 495,6	1 545,2	1 621,0	1 735,8	1 759,6	1 778,5	1 796,5	1 777,3	-1,1%	2,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	647,2	638,5	675,1	680,5	688,1	696,9	704,1	693,1	-1,6%	1,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	534,8	593,7	627,9	696,5	708,5	715,4	722,9	716,4	-0,9%	2,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	14,7	14,7	14,8	15,2	14,8	14,9	14,8	-0,9%	0,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	53,7	49,1	47,4	43,2	40,5	37,7	37,5	37,3	-0,7%	-13,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	134,6	137,8	145,6	188,4	199,3	205,8	209,8	210,4	0,3%	11,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,9	111,4	110,3	109,0	108,1	107,8	107,1	105,3	-1,7%	-3,4%
Placements indexés sur les taux de marché	631,3	677,8	715,0	752,5	713,2	738,0	685,4	700,2	2,2%	-7,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	361,8	420,7	518,5	528,9	514,4	534,5	518,0	531,2	2,6%	0,4%
<i>dont bons de caisse</i>	1,2	1,8	1,4	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,0%	-21,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	41,4	38,5	37,5	60,3	53,1	48,7	33,0	31,9	-3,3%	-47,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	226,9	216,8	157,5	162,6	145,1	154,1	133,8	136,5	2,0%	-16,1%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 102,2</b>	<b>2 197,6</b>	<b>2 223,5</b>	<b>2 314,4</b>	<b>2 322,1</b>	<b>2 351,9</b>	<b>2 391,8</b>	<b>2 366,5</b>	<b>-1,1%</b>	<b>2,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	436,6	439,0	447,8	461,7	472,9	476,9	481,1	486,7	1,2%	5,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	76,8	71,3	69,2	66,6	65,7	65,0	63,6	62,5	-1,7%	-6,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,4	6,3	5,8	6,2	5,6	5,5	6,3	6,4	2,4%	3,4%
<i>dont actions</i>	66,4	70,3	52,9	55,0	58,4	60,4	59,2	58,1	-1,9%	5,7%
<i>dont obligations</i>	158,6	152,3	175,7	158,1	151,7	149,3	156,1	144,1	-7,7%	-8,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	114,9	121,1	89,1	80,1	83,0	83,6	83,2	80,9	-2,8%	0,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 242,4	1 337,2	1 383,1	1 486,6	1 484,9	1 511,2	1 542,4	1 527,9	-0,9%	2,8%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Décembre 2014